

2. Structure sociale et économie

L'inégalité croissante dans la répartition des revenus et des richesses dans la région est une question jugée inquiétante par un grand nombre de participants. Certains ont soutenu qu'on devrait s'attaquer à l'inégalité économique au moyen de politiques sociales ciblées. L'applicabilité des clauses relatives aux droits sociaux et à la protection de l'environnement dans les accords commerciaux a suscité un long débat, certains doutant de leur faisabilité et de leur efficacité. L'utilité d'établir un cadre législatif et réglementaire clair et transparent dans les domaines du commerce et de l'investissement a souvent été mentionnée.

Les opinions sur l'accélération de l'intégration économique de l'hémisphère, y compris la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux, étaient très divergentes. Alors que certains favorisaient l'intégration comme le seul instrument du développement économique, d'autres se sont dits préoccupés par ses conséquences néfastes au plan socio-économique et culturel. Néanmoins, on a insisté sur le fait que le processus d'intégration doit être guidé par un ensemble de principes :

- les négociations reliées à la création de la ZLÉA doivent se dérouler dans le cadre des processus de l'OMC
- l'accélération de l'intégration économique doit s'accompagner d'une ferme confirmation de l'adhésion à l'économie de marché fondée sur des règles
- les obstacles bureaucratiques doivent être éliminés
- les initiatives visant à créer une « culture des affaires » dans la région doivent être développées.



Hector Almendrades, Patrick Brennan, Paula Acoose,
Dean Janvier, Maxine Wiber, Wayne Lord

Gros plan sur le commerce :

Le Canada et la Zléa (Joël Monfils et al.). Alors que s'achève la présidence du Canada à la tête du Comité de négociations commerciales (CNC), peu de progrès ont été réalisés dans les négociations visant la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Jusqu'à maintenant, le Canada a développé une politique commerciale relativement uniforme à l'intérieur des différents forums de négociation régionaux et multilatéraux. Le gouvernement canadien favorise la mise sur pied d'accords commerciaux compréhensifs impliquant des niveaux de discipline commerciale élevés ainsi qu'une participation effective de la société civile à l'intérieur du processus de négociation. Ce document de politique vise d'abord à mettre en relief les difficultés associées à la mise en oeuvre de la politique commerciale canadienne dans un contexte régional. Il remet en question l'application indifférenciée de la politique commerciale du Canada dans les Amériques compte tenu de la dynamique particulière des négociations dans cette région et des différents objectifs formulés par le gouvernement face au processus d'intégration hémisphérique.

Gros plan sur les drogues :

Le Canada et le trafic de drogues dans l'hémisphère

L'émergence du trafic de stupéfiants mérite toute l'attention requise compte tenu de la grave menace qu'il fait peser sur la sécurité humaine et les structures politiques légitimes, écrit James Rochlin du Okanagan University College (Kelowna, C.-B.) dans une étude commandée par le CCDPE. Rochlin ajoute que l'économie clandestine du trafic de stupéfiants revêt une ampleur exceptionnelle, aussi bien au plan international qu'à l'intérieur du Canada. La richesse